

SOUS-PREFECTURE D'ISTRES

N° 2023-55

Domaine: 1.4

DECISION DU MAIRE

(Application de l'article L 2122.22 du Code Général
des Collectivités Territoriales)

LE MAIRE DE CARRY-LE-ROUET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L. 2122-21 et L. 2122-22 résultant des dispositions de la loi n° 96.142 du 21 Février 1996, relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 2020-112 du 23 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Carry-le-Rouet a délégué, sans aucune réserve, à son Maire et pour la durée du mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard de toutes les matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT la convention en date du 1^{er} janvier 2020 avec Madame Véronique Seror, pour l'occupation sur le domaine public d'un emplacement sur le Môle Angelin Fouque, de 10 mètres linéaires, pour la vente de bonbons, confiseries, glaces à l'italienne, churros, granita, jouets et objets lumineux,

CONSIDERANT que les tarifs communaux n'ont pas été modifiés, qu'il convient de conclure un avenant, afin de fixer le tarif pour l'année 2023,

CONSIDERANT de ce fait que l'Article 3 – Règlement et montant de la redevance, de la convention initiale, n'est plus applicable,

D E C I D E

Article 1 : De signer l'avenant n°4, avec Madame Véronique SEROR, pour l'occupation sur le domaine public d'un emplacement sur le Môle Angelin Fouque, de 10 mètres linéaires, pour la vente de bonbons, confiseries, glaces à l'italienne, churros, granita, jouets et objets lumineux, fixant le tarif pour l'année 2023.

Article II : De ce fait, Madame Véronique SEROR, s'acquittera d'un droit d'occupation fixé à 2 600,00 Euros (deux mille six cent euros), pour l'année 2023.

Article III : les autres clauses de la convention initiale restent inchangées.

Article IV : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article V : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Cette saisine peut être faite :

- par voie écrite à l'adresse suivante :
Tribunal Administratif de Marseille
22/24 rue Breteuil
13281 MARSEILLE CEDEX 6
- par voie dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Carry-le-Rouet, le 13 février 2023

Le Maire,
René-Francis CARPENTIER

